



*Montréal, 18 mai 2017-
Soirée des bâtisseurs du RISQ.*

Il me fait énormément plaisir d'être ici ce soir pour souligner les 20 ans du RISQ et pour prendre connaissance ensemble des résultats de ce travail colossal de l'évaluation de ses impacts réalisée par nos partenaires de la recherche. On me dit que nous ne serons pas déçus!

Mais mon rôle ce soir n'est pas de voler le « scoop » aux chercheurs. Philippe Garant a plutôt suggéré que je raconte un peu les débuts du RISQ et que je dévoile quelques anecdotes sur sa naissance. Après tout, j'ai assisté à l'ensemble de ce processus, de la conception jusqu'à la naissance, et par la suite à l'évolution de cet enfant pendant ses 10 premières années en tant que présidente du Conseil. Le RISQ était un peu mon bébé et disons que, maintenant qu'il est rendu à l'âge mûr de 20 ans, j'en suis particulièrement fière.

Mais je sais aussi, comme mère, que raconter les accouchements est toujours un peu délicat. On se rappelle surtout de la joie de voir le nouveau-né, la fierté de le montrer à la famille, et quelques moments drôles ou moins drôles pendant le travail ou la poussée. La douleur est pas mal oubliée et les déchirures, quand il y en a eu, on n'en parle même pas. On aime autant les oublier.

Et pourtant, dans les quelques minutes qui me sont allouées, je vais dévier un peu des sentiers battus en ce qui concerne les histoires d'accouchements. Je vais bien sûr vous parler de la joie de la naissance, mais je crois qu'il est aussi pertinent, comme toujours, non seulement de fêter nos bons coups, mais aussi de comprendre les ingrédients et les processus, y inclut les plus douloureux, qui ont mené à ces résultats pour en tirer des leçons pour l'avenir. En promettant de ne pas gâcher votre plaisir – je vous le promets!

Mais commençons par l'histoire elle-même. Le RISQ est un bébé né dans des conditions assez particulières, celles d'une période intense de préparation du *Sommet sur l'économie et l'emploi* qui a eu lieu en 1996. Le Sommet a été convoqué par le premier ministre Lucien Bouchard et présidé par Monsieur Claude Béland, président à l'époque du Mouvement Desjardins. Avec un taux de chômage très élevé et devant une volonté gouvernementale de réduction assez drastique du déficit pour atteindre le fameux «déficit zéro», le premier ministre avait lancé un défi aux acteurs du secteur privé et de la société civile. « Ce n'est pas l'état qui va créer de l'emploi, nous a-t-il dit. Je vous invite à oser et à proposer des pistes pour créer de l'emploi et développer l'économie du Québec.» Pour ce faire, trois groupes de travail ont été créés.

En tant que présidente d'un groupe de travail sur l'économie sociale, j'ai eu à rassembler un ensemble de partenaires autour de nos travaux, mais j'ai aussi eu à travailler étroitement avec les présidents des autres groupes de travail, Jean Coutu et André Bérard, président de la Banque Nationale à l'époque et bien sûr M. Béland. Chacun de son côté et chacun à sa façon, se devait de préparer des propositions pour aider le Québec à retrouver une prospérité et créer des emplois. Bien sûr, la priorité du groupe de travail sur l'économie sociale était avant tout de créer des emplois et de stimuler un développement inclusif, durable et solidaire tout en répondant aux grands enjeux sociétaux de l'heure, dont le vieillissement, la défense de l'environnement, les services à la petite enfance ou la démocratisation de la culture. D'où le titre de notre rapport au Sommet qui proposait, au cœur de l'économie, « Osons la solidarité ! »*.

Ce n'est pas le lieu et je n'ai pas le temps de raconter en détail les résultats du groupe de travail sur l'économie sociale sauf de vous dire que cela fut un moment charnière de ce mouvement pour une économie plus sociale et démocratique qui s'enracine et s'élargit de plus en plus toutes les années au Québec depuis 1996. Mais disons que notre rapport « Osons la solidarité ! » a frappé un circuit et a mené à plusieurs innovations sociales au Québec. Dont le RISQ. Le premier fonds d'investissement dédié exclusivement aux entreprises collectives. Une vraie folie pour la majorité des gens en 1996.

Il y avait eu, bien sûr, des initiatives de solidarité dans le monde financier avant ça, dont la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de la CSN, devenue aujourd'hui la Caisse d'économie solidaire. Ce n'était pas rien, car la Caisse, fondée au début des années 70, était déjà une institution financière solide au service des organisations collectives.

Mais prêter de l'argent à des OBNL et des coopératives sans garantie et à des taux abordables? Du capital de risque pour le social? C'était franchement inconcevable et même risible pour bien du monde de l'époque. Et pourtant, dans la démarche de relance de l'économie et de l'emploi, comment parler de développer des entreprises sans assurer un accès à du capital? Donc, comment parler de développer des entreprises d'économie sociale sans assurer, à elles aussi, du capital adapté à leurs besoins et leurs réalités? En tant que présidente du groupe de travail sur l'économie sociale, je ne pouvais pas être satisfaite de nos travaux sans poser un geste fort pour répondre à ce besoin.

Et c'est là que la magie d'un sommet a fonctionné. Après tout, ce n'est pas tous les jours qu'on a accès facilement et régulièrement pendant 6 mois à des gens comme les présidents des deux plus grandes institutions financières du Québec, le président fondateur des Pharmacies Jean Coutu et le premier ministre du Québec. Et qu'on sait qu'au Sommet en octobre comme au pré-Sommet en mars, il y aura réuni, entre autres, les dirigeants des plus grandes entreprises au Québec comme Jacques Bougie d'Alcan, Brian Levitt d'Imasco, John Cleghorn de la Banque Royale et d'autres. Et que tout ce beau monde viendrait ensemble, non pas pour se confronter, mais pour réussir quelque chose ensemble. Car c'était ça la magie de ce Sommet – le désir de réussir quelque chose pour le Québec malgré nos différents points de vue et réalités.

Et donc, il y a avait une opportunité qu'il ne fallait pas rater. C'est dans ce cadre qu'on a pondu l'idée de créer le fonds d'investissement pour les entreprises collectives. J'en ai parlé avec le

gouvernement du Québec... même directement avec M. Bouchard, qui, sans trop y penser je crois, a promis un dollar pour chaque dollar que je pouvais lever dans le privé. Ça ne m'en prenait pas plus. Il a fallu sans doute quelques discussions... c'est la partie douloureuse de l'accouchement qu'on a tendance à oublier – mais M. Béland, M. Bérard et M. Coutu ont accepté d'embarquer et se sont engagés à contribuer à l'effort. Ce n'était pas la pertinence de l'outil qui a été l'argument qui a convaincu, ça, j'en suis certaine. Même au sein du Mouvement Desjardins, un responsable d'Investissement Desjardins ne croyait pas que ça pouvait marcher. M. Béland a dû trouver les sous ailleurs dans le Mouvement (je n'ai jamais su exactement où d'ailleurs). Dans les faits, avec l'exception de Monsieur Béland qui connaissait et croyait en l'entreprise collective, l'argument de vente était plutôt l'idée de pouvoir arriver au Sommet avec une proposition appuyée à la fois par les « sociaux » comme moi et par les PDG comme André Bérard ou Jean Coutu.

On a failli ne pas réussir. Les autres PDG des grandes entreprises qui allaient être présents au Sommet se sont regroupés et, pour se protéger de « quêtes » comme moi, ont embauché un consultant pour les représenter et les protéger. Ce n'est qu'à quelques semaines du Sommet que j'ai réussi finalement, dans l'énergie du désespoir, à percer la barrière de ce consultant et rencontrer directement ce groupe pour faire mon "pitch". C'était là où le tout se jouait. Heureusement, M. Coutu, M. Béland et M. Bérard avaient passé avant moi...et dans la petite demie heure qu'on m'a accordé devant ce regroupement d'hommes d'affaires les plus puissants du Québec, j'ai pu avoir des engagements de la part de quelques PDG pour « matcher » le 300 000 déjà engagés par la Banque Nationale et le Mouvement Desjardins ainsi qu'un montant beaucoup plus important de Jean Coutu et sa fondation. Par des rencontres individuelles par la suite, j'avais réussi à confirmer et chercher des engagements pour un total de 5 M\$ de la part d'Alcan, Imasco, le Cirque du Soleil (une année plus tard). Et, devant l'engagement de M. Bouchard, le gouvernement du Québec a fourni l'autre 5M\$ pour démarrer avec 10 M de dollars. Avec ce montant engagé, on a pu en faire l'annonce lors du Sommet et on a pu créer le RISQ quelques mois plus tard.

Mais au Sommet, nos propositions dans le domaine de la finance ne se limitaient pas à la création du RISQ. On avait également insisté sur l'importance de fonds locaux et régionaux, une proposition qui a trouvé sa réponse dans la création du réseau des CLD et les fonds locaux mis à leur disposition.

Et, pour être honnête, il faut aussi souligner que j'avais une autre proposition et celle-là n'a pas réussi. Notre rapport « Osons la solidarité ! » faisait part de plusieurs obstacles au financement des entreprises et organisations collectives. En premier lieu, l'obstacle de ce qu'on a appelé la résistance culturelle, entre autres, on a identifié la difficulté qu'avait des promoteurs de projets collectifs de comprendre et répondre aux codes et contraintes des institutions financières. C'était d'ailleurs une des motivations pour le volet aide technique du RISQ qui permettait aux promoteurs de projets d'avoir accès à des sous pour aller chercher l'expertise nécessaire pour que leurs plans d'affaires puissent se conformer aux attentes des investisseurs. Mais, avant tout, on a identifié l'obstacle majeur, c'est-à-dire, l'absence de compréhension de ces entreprises au sein des institutions financières et donc, la difficulté pour elles de comprendre et analyser correctement le risque associé à l'entrepreneuriat collectif.

Pour enlever cet obstacle, on avait donc proposé de lancer une opération de sensibilisation et de formation dans l'ensemble des institutions financières du Québec pour qu'ils comprennent mieux la réalité des entreprises collectives et commencent à les financer en tant qu'institutions financières.

Malheureusement, cette proposition n'a pas vu le jour. Dans les faits, malgré leur contribution monétaire, les banques et grandes entreprises voyaient leur geste comme un don de charité. Si je leur avais dit que nous serions, dans 20 ans, en train de célébrer les réalisations du RISQ et de faire rouler encore le même capital bonifié par d'autres contributions, on ne m'aurait pas cru. Pour la majorité de ceux qui ont contribué, ce n'était pas trop sérieux notre affaire. Mais dans le cadre du Sommet – et devant mon insistance sans doute – ils ont été bons joueurs et le RISQ a pu voir le jour.

Et pourtant nous voici 20 ans plus tard, réunis ici ce soir, non seulement pour célébrer le RISQ, mais pour constater à quel point la réalité de la finance sociale s'est transformée d'une manière assez majeure depuis 1996. On n'a qu'à regarder la composition de la salle ce soir pour voir comment les acteurs se sont multipliés et les approches se sont diversifiées.

Et dans un sens, tout en étant fier de ce que le RISQ a produit comme résultats directs et indirects de ces investissements, je crois que l'apport du RISQ a été beaucoup plus que ça. Car le RISQ a été cette innovation sociale et financière qui a eu des impacts majeurs dans le développement d'un écosystème de la finance sociale et cela, grâce à un effort collectif d'un ensemble de partenaires. Avec le regard d'aujourd'hui, on peut constater que la création du RISQ a marqué le début de deux décennies d'effervescence dans le domaine de la finance sociale ... et les années qui viennent s'annoncent encore plus prometteuses que jamais.

Dans ce sens, je crois qu'on peut dire que le RISQ a été, dans le vrai sens du terme, une innovation sociale significative au Québec. Pour valider cette affirmation, j'ai ressorti la définition d'innovation sociale du Réseau québécois en innovation sociale. Elle est la suivante :

« Une innovation sociale est une nouvelle idée, approche ou intervention, un nouveau service, un nouveau produit ou une nouvelle loi, un nouveau type d'organisation qui répond plus adéquatement et plus durablement à un besoin social bien défini, une solution qui a trouvé preneur au sein d'une institution, une organisation et d'une communauté et qui produit un bénéfice mesurable pour la collectivité et non seulement pour certains individus. La portée d'une innovation sociale est transformatrice et systémique. Elle constitue, dans sa créativité inhérente, une rupture avec l'existant. »

Je crois que le RISQ répond à tous les critères de cette définition, car la création du RISQ était effectivement un processus de création d'un nouveau type d'organisation, répondant à un besoin social, celui de l'accès à du capital de risque pour les entreprises collectives à mission sociale, environnementale ou culturelle, et, comme nous allons voir ce soir, a produit des bénéfices intéressants pour la collectivité. Personne n'est devenu riche avec le RISQ... ce n'était pas le but. Sa portée était transformatrice dans le sens que nous avons pu faire la preuve que l'économie sociale et financement privé pouvaient se marier avec des résultats positifs pour la collectivité dans son

ensemble, et cela sur la base d'une pensée créative et hors-norme, en rupture avec l'existence et la logique des institutions financières en mettant la priorité sur l'humain et non pas le capital.

Mais cette innovation sociale n'était pas le fruit, et loin de là, le travail d'une personne ou même d'un petit groupe. Si le RISQ a pu voir le jour, c'est parce que depuis plusieurs années, dans les quartiers et villages du Québec, les citoyens et citoyennes, les organismes communautaires, les syndicats et d'autres acteurs de la société civile ont choisi d'investir le champ de l'économie, de prendre en charge le développement de leur milieu respectif, de se concerter avec un ensemble d'acteurs publics et privés et de mettre le bien commun au centre des préoccupations dans le développement de l'économie et des entreprises. À titre d'exemple, déjà en 1988 au moment de la création du Fonds de développement emploi Montréal et ensuite lors de la création du RÉSO Investissement en 1992 - auquel j'ai participé comme DG du RESO, la CDEC du sud-ouest de Montréal - on avait identifié le besoin de capitalisation pour les entreprises qu'on disait "économiquement viables et socialement rentables" faute du vocable « économie sociale » qu'on utilise depuis 1996. Ce sont ces expériences terrain et la mise en réseau de ces expériences qui ont été à l'origine de la création du RISQ.

Et si le RISQ a réussi son coup, c'est aussi parce qu'un ensemble de personnes, d'organismes, de territoires, de mouvements sociaux y ont cru et ont investi non seulement de l'argent, mais également des idées et des partenariats créatifs et originaux, apprenant d'essais et d'erreurs pour constamment améliorer les produits et les services offerts.

Bien sûr, il y a eu ce moment magique, cette opportunité que fut le Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. Mais le coup a réussi parce que le fruit était mûr à être cueilli. Parce que l'intelligence et la créativité collectives ont fonctionné pour saisir cette opportunité. Pour reprendre la métaphore de l'accouchement, dans les faits l'embryon du RISQ a été formé et s'est développé dans les quartiers et villages du Québec pendant une longue grossesse. Le Sommet de 1996 était le moment où on a poussé pour que le bébé sorte et prenne vie.

Si j'insiste tant sur ce point, ce n'est pas innocent, car au moment où le "buzz word" "innovation sociale" est sur toutes les lèvres, je pense qu'il est important de tirer des leçons pour continuer de soutenir l'innovation sociale, que ce soit dans le domaine financier ou autre. Mais pour bien le faire, il faut aussi comprendre de quoi il s'agit, car à entendre le discours ambiant autour de l'innovation sociale dans certains milieux, on pourrait être portés à croire que des innovations sociales sont le fruit du travail d'individus qui se lèvent le matin, conçoivent une idée brillante et avec une baguette magique deviennent des « innovateurs sociaux » riches et célèbres.

L'histoire du RISQ nous démontre tout le contraire. Comme toute innovation sociale, il est le fruit d'un ensemble de facteurs, du travail d'un ensemble de personnes et la synthèse aussi de connaissances et d'expertises de gens de milieux diversifiés. L'objectif du RISQ n'a pas été et ne serait jamais de prendre le contrôle du marché et de fracasser des objectifs de rendement financier. Son objectif, au contraire, était de changer les pratiques dans le domaine financier pour permettre l'essor de l'économie sociale. Par son travail, le RISQ a démontré que cette idée perçue comme folle

en 1996, celle d'offrir du capital à risque pour les entreprises collectives à mission sociale, environnementale ou culturelle, est maintenant une pratique de plus en plus courante au Québec comme ailleurs.

Ce soir, dans le cadre de cette soirée de 20 ans du RISQ, je crois que nous devons et nous pouvons nous réjouir du fait que la finance sociale continue à se développer et se diversifier au Québec et ailleurs. Les outils à la disposition des entreprises collectives se multiplient, pas au rythme qu'on pourrait souhaiter et pas à la hauteur des besoins, mais tout de même avec une constance qui ne s'est pas affaiblie depuis 20 ans, bien au contraire. Le bassin d'investisseurs s'élargit également – avec les diverses implications du Fonds de solidarité et de Fondation, Investissement Québec, le gouvernement fédéral, les fondations privées, la SSQ mutuelle d'assurance, le Mouvement Desjardins, et d'autres à venir. Dans le reste du Canada, le RISQ s'est associé récemment à Newmarkets Fund où il collabore avec Van City Credit Union et d'autres investisseurs canadiens pour développer d'autres produits financiers pour les projets collectifs. Soulignons également l'émergence de nouvelles façons de mobiliser de l'épargne de proximité, notamment à travers les obligations communautaires qui commencent à se populariser.

Même dans le milieu financier plus conventionnel, le financement socialement responsable, basé sur l'élimination des investissements malsains sur le plan environnemental ou social, a évolué vers ce qu'on appelle en anglais « Impact Investment », une volonté d'investissement avec des impacts positifs sur le plan environnemental ou social. Bien que cette forme d'investissement demeure encore très traditionnelle dans ses attentes de rendement financier et que ses produits sont orientés vers des entreprises à capital action, on peut se projeter vers l'avenir dans l'espoir que ça débloquerait sur des investissements d'envergure dans les entreprises collectives au cours des prochaines années.

Je ne dis pas que le RISQ peut prendre le crédit pour tous ces changements, loin de là. Et je sais qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, beaucoup de nouvelles innovations à imaginer et à mettre en œuvre. Si la mission du Chantier de l'économie sociale, qui a été à l'origine et demeure le porteur politique de ce qu'est le RISQ aujourd'hui, est de promouvoir et développer l'économie sociale comme composante d'un nouveau modèle de développement, on doit reconnaître que la logique qui domine dans le monde de la finance demeure encore un obstacle à la réalisation de cette mission. On a encore bien de l'ouvrage!

Mais il faut mesurer le chemin parcouru depuis 20 ans pour développer un écosystème de finance sociale puissant et capable de porter et soutenir une transition sociale et écologique si urgente pour notre société et pour la planète. Il faut se réjouir des résultats concrets, mesurables qui nous seront dévoilés ce soir. Il faut réaliser à quel point on est de plus en plus nombreux à y croire et de faire de la finance autrement. Il faut saisir les opportunités qui nous sont ouvertes au niveau des politiques publiques. Il faut poursuivre les travaux de recherche. Il faut s'inspirer des expériences d'autres pays et suivre les travaux de réseaux internationaux qui se penchent sur ces sujets.

Mais pour continuer dans la voie de l'innovation sociale et financière, il faut surtout et avant tout travailler ensemble et mobiliser l'intelligence collective pour répondre de mieux en mieux aux besoins identifiés. Ça veut dire aussi s'enraciner solidement dans les territoires tout en tissant des liens nationaux et internationaux. C'est ainsi qu'on pourra renforcer les conditions nécessaires pour la poursuite et la multiplication des innovations sociales au cœur du monde financier. Et c'est pour ça que je me réjouis et je vous remercie de votre présence ici ce soir, car je sens que si vous êtes ici, c'est un peu aussi parce que vous êtes d'accord avec moi. Permettez-moi de rêver que, comme au Sommet en 1996, la chimie pourrait opérer au cours des prochaines années pour qu'ensemble nous fassions tomber d'autres barrières, inventons d'autres initiatives financières et contribuons ainsi à l'avancement de notre société vers un modèle de développement durable et inclusif.

En conclusion, je tiens à remercier Richard Gravel et les autres membres du CA du RISQ, l'ensemble de l'équipe et bien sûr, un mot bien senti de remerciements et de reconnaissance à Philippe Garant, qui a su diriger ce bateau avec un professionnalisme, une intelligence et une gentillesse hors pair depuis de nombreuses années. Longue vie au RISQ et surtout longue vie à une finance sociale au service des êtres humains et du bien commun!

Merci

Nancy Neamtan

Présidente d'honneur

Soirée des bâtisseurs du Réseau d'Investissement Social du Québec, 18 mai 2017

*(Osons la solidarité !: <https://unites.uqam.ca/econos/rosonsf.htm>)